



Déclaration liminaire au CTL du 24 01 2012

Le démographe Emmanuel Todd déclarait dans une récente interview à l'hebdomadaire Le Point: « *la triste vérité est que nous sommes gouvernés par des imbéciles, les gens qui sont aux commandes doivent être tenus pour responsables...* », Il traitait aussi les ministres Baroin et Pecresse, d'incompétence au sommet.

Si, effectivement, il y a de quoi parfois se poser des questions, nous ne partageons pas complètement cette analyse. Nous ne crierons donc pas à l'imbécillité de tous les responsables, bien au contraire, nous pensons qu'ils font preuve d'une grande intelligence pour maquiller par de grands discours très complexes et ultra techniques - la collusion pourtant évidente entre les milieux politiques libéraux et le milieu financier international. Combien de nos gouvernants, ex-gouvernants ; autres politiques et haut fonctionnaires siègent au conseil d'administration de LVMH... Par exemple, aujourd'hui, ces milieux ne parlent plus de crise du système capitaliste, mais répètent en boucle le nouveau terme à la mode : la crise de la dette. Ainsi, une propagande subtile affirme de manière insignifiante que la crise actuelle, c'est principalement le problème de la dette publique, et que la dette publique proviendrait essentiellement du nombre de fonctionnaires... Autant de stupidités affirmées néanmoins avec beaucoup d'intelligence ! Ainsi la crise n'aurait rien à voir avec la spéculation débridée, rien à voir avec un très mauvais partage des richesses (richesses qui ne cessent pourtant d'augmenter)... et rien à voir, bien sûr, avec l'aberration d'un système capitaliste devenu fou et qui s'acharne à vouloir faire sauter les dernières protections, les derniers gardes-fous incarnés par l'Etat... Un peu l'exact contraire du système soviétique avant son effondrement... mais la déliquescence en est néanmoins tout aussi évidente et le dogmatisme de la rentabilité contre la Démocratie tout aussi inacceptable.

C'est clairement cette logique totalitaire et ce dogmatisme en apparence absurde (où, comble de l'idiotie, les fonctionnaires sont présentés comme grands responsables de la crise) qui a présidé à la décision cette année à la DGFIP de supprimer encore 2441 emplois, dont 31 pour le seul département du Finistère ! 13 000 emplois supprimés depuis 2008, près de 25 000 en dix ans ! Là encore, un choix en apparence stupide (attaquer l'os en matière d'emploi n'est pas très malin !), mais au final un choix idéologique implacable au service des milieux ultra libéraux pour qui l'Etat doit pratiquement disparaître pour empêcher toute régulation sociale... Services Publics, Retraites, Protection Sociale, tout doit disparaître au service d'un système financier qui veut définitivement accaparer tous les pouvoirs, toutes les richesses et faire taire toute contestation.

A la DGFIP, c'est, fusion oblige, derrière une nouvelle présentation extrêmement complexe et technique (MAGERFIP et compagnie), qu'ont donc été présentées cette année les suppressions d'emplois à nos représentants nationaux. Au niveau local, la même aberration avec TAGERFIP (qui remplace ORE et TSM) ou plutôt TAZERFIP, nouvelle arme de destruction massive d'emplois, à l'usage des armées mexicaines de la DGFIP.

Au final, on apprend que les prétendus gains de productivité ne justifient que 25% des suppressions nationales, le reste étant calculé par une contribution proportionnelle avec un taux établi à 2,05% pour le PLF 2012... le tout agrémenté de correctifs (métiers et environnementaux) et d'un ajustement de « soutenabilité.. ». Tels sont les éléments du tout nouveau et assez fantastique jargon accompagnant la mise en place du nouvel outil de calcul des emplois. Sauf que la localisation des suppressions d'emploi ressemble plus au final à une loterie qu'à un projet logique.

Pour la Cgt, toutes les suppressions d'emplois proposées sont complètement injustifiées et nous n'envisagerons à aucun moment de vous demander - comme les nouveaux statuts en CTL vous

le permettent- de nous représenter un nouveau projet en reconvoation. Aucun poste, aucun service n'est en mesure aujourd'hui de subir une suppression. Nous condamnons les suppressions d'emplois globales, bien sûr nous interviendrons sur les postes et les services touchés, mais à aucun moment nous ne voulons être à l'origine d'un nouveau projet. Nous espérons être bien clairs.

Nous vous informons que nous préviendrons les élus concernés par ces suppressions pour les en alerter.

Ces suppressions d'emplois sont bien une idiotie dangereuse en terme d'exercice des missions et de conditions de travail. Elles sont également une insulte faite aux agents qui ne voient jamais la fin du processus et qui ne peuvent qu'être encore plus mal au vu de tout ce que nous apprenons de ci de là. Quid du scannage des 2042 par exemple ? Exit le syndrome France Télécom ? Et cette mobilité forcée ? Quid encore des annonces de la Cour des Comptes: en effet, la DG a annoncé la mise en place d'un comité stratégique avec pour objectif l'examen de recommandations de la Cour des Comptes datant d'octobre dernier pointant de lourdes évolutions:

- Chorus, où la constitution à terme d'un service ou d'une agence autonome;
- France Domaines, avec pourquoi pas un rattachement aux préfets;
- reprise du rapprochement CDI/CDIF;
- création de trésoreries hospitalières spécialisées affectées aux communautés hospitalières de territoires;
- redéployer le réseau des trésoreries en envisageant de nouvelles fermetures;
- revenir aux notions de FRONT OFFICE – BACK OFFICE avec pôles d'expertises départementaux et même supra départementaux avec nouvelles fermetures;
- regroupement de SIE ou SIP entre eux lorsqu'il en existe plusieurs dans le même site;
- réforme du bloc patrimonial;
- et bien sur la réingénierie des processus afin d'annoncer de fumeux nouveaux gains de productivité et continuer à détruire nos emplois et au final nos missions de Service Public;

Comment voulez vous améliorer les conditions de travail, améliorer nos missions et le moral des troupes ?

Aussi nous sommes venus aujourd'hui, simplement pour vous rappeler que nous ne cesserons d'exiger :

L'arrêt des suppressions d'emplois ;

Un état des lieux des conditions d'exercice des missions et des charges de travail pour les agents ;

La détermination et la création d'un volume d'emplois nécessaires ;

La réouverture du dossier des doctrines d'emplois.

Pour la CGT le monde du travail doit imposer une autre répartition des richesses permettant de gagner la bataille de l'emploi, des salaires, des retraites et des conditions de travail.